



Folschviller, l'un des premiers forages réalisés par European Gas Limited dans le secteur du Bassin houiller. Photo Thierry SANCHIS.

**réactions d'élus**  
Les maires concernés sont plutôt favorables



Des responsables d'EGL ont rendu visite aux différents maires concernés pour expliquer leur but. Photo Thierry SANCHIS.

• **Sébastien Thisse, maire de Freyhouse.** « On essaie de savoir ce que ça va donner. Au début, je pensais "gaz de schiste", puis je me suis renseigné, ça n'a rien à voir. Et on se dit que si le préfet délivre des autorisations c'est qu'il n'y a pas de caractère dangereux. Néanmoins, il faut savoir que la commune ne se met pas un seul euro dans la poche. Seul le propriétaire du terrain perçoit un loyer. Économiquement, dans un premier temps en tout cas, il n'y a rien. Quant aux habitants, ils sont surtout curieux, notamment les anciens mineurs qui s'y connaissent et disent que ça pourrait être positif. »

• **Christian Hauser, maire de Pontpierre.** « Les conseillers municipaux sont tout à fait favorables à ces forages. On a été éclairés par la venue de deux conseillers d'EGL. Les travaux devraient commencer sous peu, à 200 mètres au-dessus de la route qui va de Faulquemont à Teting. Il s'agit d'un terrain de 60 ares, dans un champ, loué à un particulier. On aurait voulu que ça se fasse

plutôt sur la zone industrielle mais pour eux ça n'était pas idéal. En tant que vice-président du DUF, je suis pour les avancées de ce projet, mais il est certains que pour l'instant on ne peut pas dire encore ce que ça va donner. La conjoncture économique actuelle n'est pas bonne, surtout dans notre région alors s'il y a des projets qui peuvent créer de l'emploi il faut les soutenir. »

• **Jean Marini, maire de Tritteling-Redlach.** « De mon point de vue personnel il n'y a pas de problème. J'ai eu la visite de représentant d'EGL, puis j'ai déposé en mairie un document que la population pouvait venir consulter. À ma connaissance, une seule personne l'a fait, sans laisser de commentaire mais aurait fait un courrier au préfet. Pour l'opération, il s'agit juste d'une forme de drain, il n'y a pas de fracturation de la roche sans quoi j'aurais été réticent. J'attends tranquillement le résultat des sondages, pour voir si l'exploitation du gaz sera possible. »

## Peut-être la première phase d'un vivier d'emplois

La société European Gas Limited poursuit son travail de ciblage du gaz de houille dans la région. S'il est exploitable, à terme un nombre considérable d'emplois pourrait en découler. EGL répond à toutes les questions.

EGL. Comme European Gas Limited. Cette société anciennement australienne, actuellement anglaise et bientôt française compte neuf salariés et a élu domicile à Freyding-Merlebach en 2007. C'est entre ses mains que se joue une partie du sort économique de la région.

Leur but : évaluer le volume de gaz de houille présent et, surtout, estimer s'il est possible de l'extraire. Le directeur, Frédéric Briens, précise : « Que le sol regorge de gaz de houille, on le sait. Les Houillères du Bassin Lorrain s'étaient penchés sur ce sujet avant nous. C'est plus une confirmation. Il y a néanmoins des zones où les HBL ne sont pas intervenus et où on va vraiment faire une première estimation du volume, comme à Freyhouse ou Loupershouse. »

La société a commencé son travail dans la région avec des carottages à Diebling. Puis Folschviller en 2007. Il s'agissait là d'un puits stratigraphique. « Il était conclusif en terme de production. C'est-à-dire que le débit était bon. Mais c'était un petit puits. Voyant que ça fonctionnait avec un modèle réduit, on a décidé de passer à des puits de taille réelle », indique Frédéric Briens, le directeur général.

Ces puits, ce sont Tritteling-Redlach à la mi-2013, puis Pontpierre deux mois plus tard. Car c'est bien là le but d'EGL : « On veut savoir si le débit de gaz est intéressant d'un point de vue commercial. » Pourquoi un tel délai entre 2007 et 2013 ? Pour des raisons internes, notamment : « Il y a eu plusieurs périodes de tests mais nous avons aussi connu des soucis liés à la crise, qui nous ont ralenti. En l'occurrence



European Gas Limited, société en passe de devenir française, est installée dans des locaux à Freyding-Merlebach. Photo RL.

La levée de capitaux de notre compagnie qui n'avait pas pu se faire. Le problème n'a pu se résoudre que courant 2011. Les forages ne seront donc pas simultanés, mais bien consécutifs, le matériel étant déplacé d'un site à l'autre. Pour Freyhouse, l'équipe devrait arriver en fin d'année. L'opération sera différente. « On ne sera pas tout de suite sur une analyse de la capacité du débit mais sur une approche du volume présent. Les HBL ne sont pas arrivés aussi loin, à l'époque. Cela signifie également un potentiel de charbon disponible peu profondément. » L'étape suivante sera Loupershouse, en 2014. D'autre site sont en attente d'autorisation :

« L'un est à cheval sur les bans communaux de Longeville-lès-Saint-Avoid et Zimming, l'autre à Lachambre. »

**Un gaz très probablement exploitable**

Au total, EGL envisage de faire des forages et mesures sur quelque « 30 centres de production, répartis sur trois zones ». Celles-ci sont baptisées Bleu Lorraine, Bleu Lorraine Sud et Bleu Lorraine Nord (ces deux dernières ne sont pas encore attribuées). Le travail d'EGL s'arrêtera à ce diagnostic : savoir si le débit est suffisant commercialement. Frédéric Briens estime que « les chances que le gaz ne soit pas exploitable à un bon débit restent vraiment très faibles pour les quatre premiers puits ». La phase suivante sera l'exploitation. Du visage de cette

potentielle exploitation dépendra le nombre d'emplois créés.

Textes : Vincent TRIMBOUR.



Folschviller, un des premiers forages. Photo Thierry SANCHIS.

## les craintes d'une association

### « On a peur qu'ils visent aussi le gaz de schiste »

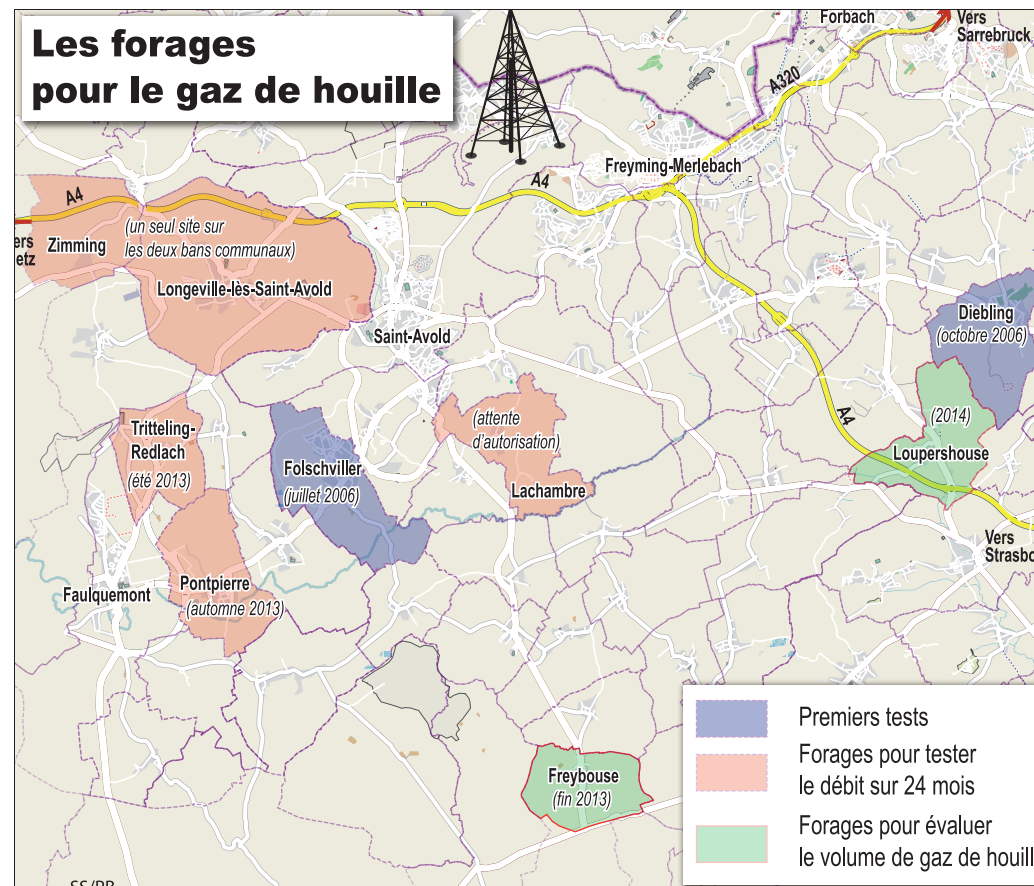
Le Collectif citoyen Stop gaz de schiste Lorraine, basé en Meurthe-et-Moselle se penche sur les forages débutés dans des communes proches de Saint-Avoid. Son président Robert Cordier évoque les craintes. « Très clairement, ce que l'on craint c'est que les exploitants, voire ceux qui forment actuellement, ne se contentent pas de regarder le volume de gaz de houille mais s'intéressent aussi au gaz de schiste. » L'exploitation de ce dernier, qui se fait avec une fracturation hydraulique, induisant une pollution de nappe phréatique, est interdite en France. « Le problème, c'est que c'est invérifiable », assure le responsable de ce comité écologique. À l'évocation d'inspection de la Dreal, il reste dubitatif : « La Dreal a des procédures, demande un certain nombre de choses aux pétitionnaires, comme produire des certificats et des rapports. Certes, ceux-ci sont très détaillés, en revanche il ne s'agit que des déclarations de

l'exploitant. » Quant à d'éventuels contrôles : « Les forces publiques ont le pouvoir d'aller livrer sur site, les rapports, les livres de compte. Mais personne ne peut vérifier ce qui se fait dans un puits. » Un derrick visant à forer dans le cadre de recherche ou exploitation de gaz de schiste est néanmoins plus grand que ceux pour le gaz de houille, celui-ci étant plus profondément enfoui. « Ça n'empêche pas d'avoir un grand derrick et d'assurer que c'est seulement pour du gaz de houille ! Encore une fois, nous ne sommes que face à des déclarations. » La crainte reste pour l'instant basée sur un procès d'intention « mais nous voulons informer les élus et la population de cette éventualité ». Quant à l'exploitation légale du gaz de schiste, elle ne séduit pas non plus le collectif. « Il faut savoir que le gaz de houille, son extraction, peut générer aussi des émanations, rien n'est jamais absolument hermétique. »

« On cherche à avoir un contact avec les maires pour savoir à qui appartiennent les terrains et savoir si c'est loin des habitations. Qu'un forage est hermétique, ça, c'est eux qui le disent ! Mais on a un certain nombre de retours, de divers pays, qui nous apprennent que la vraie étanchéité n'existe pas. » Robert Cordier reconnaît que « comparé à la fracturation hydraulique, le gaz de houille est presque inoffensif » mais pour son association la vraie problématique est d'« en finir avec les hydrocarbures, quels qu'ils soient. Par rapport à l'effet de serre, l'État doit investir massivement, sinon on ne se séparera jamais des énergies fossiles ». Quant aux emplois créés, ils pourraient l'être aussi bien avec des entreprises utilisant les énergies renouvelables. Enfin, Robert Cordier rappelle que son association cherche des vigies en Lorraine. Renseignements sur <http://www.rcn-radio.org>

## Inquiétudes environnementales : les réponses d'EGL

Frédéric Briens est catégorique : « On cible exclusivement le gaz de houille, il s'agit de forages peu profonds. Il nous a fallu l'autorisation du préfet, donner nos objectifs géologiques dans un dossier transféré à la Dreal et d'autres entités. Cela est vérifiable par un rapport journalier que l'on fournit à la Dreal. » Il note aussi dans un sourire qu'« il y a énormément de personnes qui travaillent sur un site, et toutes ne sont pas d'EGL : il serait vraiment difficile de donner dans une conspiration de ce type. » Il rappelle également : « En fait, on fore là où d'autres - des HBL - avaient déjà foré. » « Par ailleurs, nous sommes associés à l'université de Lorraine pour ce projet : il y a sur place des chercheurs, des professeurs, des étudiants. Enfin, on travaille en partenariat avec le conseil régional. » Il rappelle aussi que « les inspecteurs de la Dreal ont accès aux appareils n'importe quand, avec une forme de droit de perquisition. » Le directeur ajoute que « pour trouver du gaz de schiste, il faut descendre au moins à 3 000 mètres. Là on s'arrête à 1 500 mètres ». Enfin, « il faut un appareillage spécial pour le gaz de schiste ». Concernant les inquiétudes de l'association Stop gaz de schiste 54 au sujet de l'étanchéité, le responsable d'EGL assure : « Il est physiquement impossible qu'il y ait des échappées de gaz. Il faudrait vraiment pomper très, très longtemps ! » Idem pendant une phase de production : « Il est également très difficile qu'il y ait des échappées de gaz. » Frédéric Briens rappelle au passage l'importance que le public ne confonde pas, ne confonde plus, le gaz de houille « ce pour quoi on est là » et le gaz de schiste, dont l'exploitation est tout simplement interdite en France.



Les forages se multiplient un peu partout sur le secteur, soit pour estimer des volumes de gaz de houille inconnus, soit pour évaluer la teneur du débit. Infographie

### LA PHRASE

« En termes d'emplois, si ça fonctionne ce sera plus fort que la plateforme commerciale des Chinois d'Illange ou que ne l'aurait été le projet Skylander ».

Pour Frédéric Briens, directeur d'EGL, si le gaz s'avère exploitable, l'impact économique sera énorme. Qu'il s'agisse d'implantation de société ou de transport du gaz via des gazoducs. « Ça n'est plus notre partition, mais d'expérience, de ce que j'ai vu aux USA, au Canada ou en Australie, on a les deux : une entreprise peut se faire livrer ce gaz moins onéreux, s'il existe des systèmes de transport de gaz. Ou si des conditions attrayantes sont proposées aux entreprises, elles peuvent s'installer directement ici. Soit des usines qu'elles rapatrient, soit des unités qu'elles avaient l'intention de créer ».

### le chiffre

# 10

C'est le nombre d'années pendant lesquelles le gisement gazier actuellement étudié répondrait aux besoins de gaz en France. Ou encore : 12 % des besoins nationaux pendant 20 à 25 ans.